Greenpeace a réalisé une carte de France des exploitations d'élevage industriel.

L'association écologiste en a répertorié 3 010.

Une sur deux est implantée en Bretagne.

**Hervé Chambonnière
Jean Le Borgne**

● Les chiffres peuvent donner le tournis. La Bretagne concentre près d'une « ferme usine » sur deux en France (70 % avec les Pays de la Loire, pour 9 % du territoire), selon Greenpeace. Ces 1 435 grandes exploitations bretonnes, sur 3 010 répertoriées par l'association écologiste sur le territoire national, représentent près de 90 millions d'animaux : volailles (à plus de 98 %), porcs et truies et bovins. Soit plus de 26 animaux d'élevage par Breton.

Des exploitations que les éleveurs qualifient de familiales « de tailles plus ou moins grandes » par la voie de l'UGPVB, le syndicat professionnel qui fédère les organisations de producteurs de viande porcine, bovine et d'œufs en Bretagne. Il dénonce une opération de dénigrement, contre une profession dont « 91 % des Français ont une bonne opinion », souligne son directeur, Jacques Crolais, faisant référence à une enquête de l'Inps. Alors que le cheptel français est à la

baisse depuis plusieurs années, il compare la méthode à la campagne antinucléaire menée par le passé par Greenpeace : « Une guerre idéologique : elle a abouti à notre dépendance énergétique. »

« L'élevage industriel a un impact majeur sur la pollution de l'eau, la pollution de l'air et le climat. »

Une ferme de 21 000 porcs en Bretagne

L'association écologiste s'est appuyée sur des chiffres, obtenus en janvier dernier auprès du ministère de la Transition écologique, portant sur les installations classées soumises à autorisation. Ces données, estime Greenpeace, fournissent un indicateur d'industrialisation. Greenpeace a retenu des seuils pour que les exploitations entrent dans leur définition de « ferme-usine » : plus de 750 places pour les truies, plus de 2 000 pour les porcs, plus de 40 000 pour les volailles et plus de 800 pour les bovins. « Performance technique et performance climatique vont de pair », rétorque Jacques Crolais. Record pour les volailles, une exploitation dans l'Orne rassemblant plus d'un million de poules, pour près de 2 millions d'œufs commercialisés chaque jour. Pour les porcs, le record est de 21 000, avec une production de 43 000 bêtes par an,

décroché dans le nord Finistère, près de Morlaix.

La Bretagne caracole en tête du palmarès de Greenpeace. Les trois premiers départements sur le podium des « fermes-usines » sont tous Bretons : les Côtes-d'Armor, avec 468 exploitations (16 % du total français), devant le Finistère (445, soit 15 %) et le Morbihan (422, soit 14 %).

La crainte d'une perte de souveraineté alimentaire

« L'élevage industriel a un impact majeur sur la pollution de l'eau (déjections animales et produits vétérinaires), la pollution de l'air (ammoniac), et le climat (méthane notamment) », égrène Greenpeace, qui pointe aussi « la monopolisation d'une part disproportionnée de terres agricoles » (63 % en Europe pour cultiver les seuls produits pour l'alimentation de ces animaux), un « impact sur la santé » (antibiorésistance), « la déforestation », « la perte d'autonomie et l'endettement des éleveurs », une « dégradation du bien-être animal »...

Des domaines dans lesquels l'élevage progresse. Alors « pourquoi cette organisation ne milite pas plutôt pour interdire les importations de produits issus de bassins de production moins disant d'un point de vue environnemental ? », interroge le directeur de l'UGPVB. « C'est ce dont nous aurions besoin pour assurer la souveraineté alimentaire et monter encore en gamme. Mais ils préfèrent casser la production. »

Greenpeace milite pour un « plan Marshall en faveur d'une installation et de pratiques durables, res-

pectueuses des limites planétaires, des consommateurs et des agriculteurs eux-mêmes ». Elle appelle à « un moratoire national sur les constructions et extensions de "fermes-usines" », et demande « la mise en place de système de quotas et de minima/planchers par filière et par région », « le renforcement et le soutien de l'élevage écologique » et « la démocratisation de la gouvernance du système agricole et alimentaire ».

« Pourquoi cette organisation ne milite pas plutôt pour interdire les importations de produits issus de bassins de production moins disant d'un point de vue environnemental ? »

Au final, pour le représentant de la profession, la campagne de Greenpeace pourrait mener à tout l'inverse, en décourageant les jeunes à s'installer, synonyme d'agrandissement des exploitations. Et les injonctions « comme celles des états généraux de l'agriculture à produire plus de bio » conduiraient à l'appauvrissement de producteurs « alors que nos élevages sont de plus en plus performants. » La crainte, pour l'élevage breton, d'une perte de souveraineté alimentaire, alors que la France importe déjà un poulet sur deux.